

Violences contre les femmes

TOUTES BONNES A HARCELER, A VIOLER ET A TUER !

Le 25 novembre prochain sera une nouvelle fois la journée internationale contre les violences faites aux femmes. Elle prend, au vu de l'actualité récente, une connotation particulière.

Tout d'abord, depuis début octobre, l'affaire Weinstein aux États-Unis, du nom de ce producteur de cinéma accusé par plusieurs femmes d'agressions sexuelles et de viol. Suite à cela, une campagne de dénonciation de harcèlement a été lancée par beaucoup de victimes et la société découvre, ou semble découvrir, qu'une femme sur cinq est ou a été harcelée dans le cadre de son travail et que très peu d'entre-elles dénonce ces agressions ou lance des poursuites judiciaires.

Il est bon de rappeler à nouveau, car on l'oublie trop facilement, que tous les trois jours une femme meurt sous les coups de son compagnon. Ce fut le cas, jadis, de Marie Trintignant tuée par Bernard Cantat.

Ce dernier fut condamné à l'époque à 8 ans de prison (dont il est sorti au bout de 4 ans en libération conditionnelle) pour une forme atténuée de meurtre, assimilable à des coups ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner. Quant au magazine les Inrocks, il n'a pas hésité à réunir sur sa couverture Cantat et le rappeur Orelsan qui chante « je vais te marie-trintigner » !



Une façon ignoble de banaliser, voire de glorifier, ce crime.

Encore trop souvent le corps de la femme est considéré comme un objet dont on peut user et abuser, tout comme dans la publicité où il est mis à toutes les sauces pour vendre des voitures ou autres ! A quand une loi interdisant cette utilisation dévalorisante de notre image ?

Et l'horreur ne s'arrête pas là. En septembre dernier avait lieu au tribunal de Pontoise le procès pour viol d'un homme de 28 ans sur une fillette de 11 ans. Il a été condamné pour atteinte sexuelle et non pas pour viol car l'enfant aurait suivi l'agresseur chez lui «volontairement» !

Les choses changent tellement lentement sur la question du viol que c'en est désespérant... Nous, les femmes, nous devons être solidaires entre nous, solidaires des victimes face à leurs agresseurs, face à la police, face à la justice, face à l'ordre moral qui sert l'ordre établi capitaliste et patriarcal. Nous devons refuser la culpabilisation des victimes et affirmer haut et fort que ne rien dire ce n'est pas consentir. et que si ce n'est pas oui dans une relation égalitaire, alors c'est un viol que la justice doit condamner comme tel.

Alors, le 25 novembre, rassemblons-nous et proclamons haut et fort, tous et toutes ensemble, les femmes et les hommes, notre refus de la violence et de l'oppression des femmes.

Sommaire :

Page 1 : 25 novembre, contre les violences faites aux femmes

Page 2 : Macron, le monarque des riches

Page 3 : Pays basque, preso et plan social

Page 4 : Catalogne, solidarité

Page 5 : « Trump, pitre de l'impérialisme »

Page 6 : Livre - Sexe et mensonges de Leila Slimani

Il faut se débarrasser du patriarcat en se battant pour une société égalitaire libérée de toute exploitation, que ce soit celle de l'homme par l'homme et de la femme par l'homme, une société socialiste !





MACRON, le monarque des riches

é

d

i

t

a

I l y a peu, il était inconnu de la population. Après le discrédit de la politique capitaliste menée par le républicain Sarkozy et le socialiste Hollande, il fallait que les riches trouvent quelqu'un susceptible de gouverner. Le grand patronat - qui possède l'essentiel des médias et a des liens étroits et privilégiés avec les partis institutionnels - a fait mousser l'énarque Macron. Cette ENA (Ecole nationale d'administration) a été créée pour modeler les esprits de ceux et celles qui dirigent les grandes entreprises, qui siègent dans les conseils d'administration, au Parlement et au gouvernement, avec un seul véritable objectif : augmenter les profits du capital financier.

Gonflé par un sentiment de toute puissance, le jeune ex-banquier de chez Rothschild ne contrôle plus sa morgue. Manifester, faire grève serait «foutre le bordel». Ou encore, certains n'ont pas compris qu'il «suffisait de travailler pour se payer un costard». Ah, la paresse de tous ces «gens qui ne sont rien» qui sont des «fainéantes», des «illettrés». Ce vocabulaire employé souvent par les patrons du CAC 40, qui croulent sous les cadeaux gouvernementaux, témoigne du mépris de classe. Ce langage démasque l'adepte du «et de droite et de gauche» qui n'est au final que le monarque des riches.



MACRON, AU SERVICE DU CAPITAL

Macron et son gouvernement «républicain» et «socialiste» (quelle originalité !!) affirment : pour faire le bonheur des pauvres, il faudrait que les riches soient encore plus riches. Les tenant-es de l'exploitation disaient déjà cela aux esclaves et aux serfs pendant des siècles avant l'apparition du capitalisme. Macron doit rengainer sa rengaine, c'est de l'histoire ancienne. En démantelant le code du travail, Macron supprime les quelques limites légales qui contribuaient à freiner un peu les patrons qui ne craindront plus la sanction des prud'hommes. Maintenant Macron s'apprête à recommencer la farce du «dialogue social» pour imposer les prochaines réformes antisociales, dictées par le

MEDEF, celle de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, de la remise en cause de la sécu et du système des retraites par répartition. Du côté de la Fonction publique, c'est le rétablissement du jour de carence, le gel du point d'indice, la suppression de 120 000 postes et l'annonce de la casse du statut des fonctionnaires à l'image de celui des cheminot-es. Dans le même temps, le monarque s'attaque aux piliers mêmes de la démocratie bourgeoise. L'Assemblée nationale est bafouée et mise au pas. Les collectivités locales sont étranglées et leur marge de manœuvre supprimée. Les entorses à la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif et au droit commun - contenues dans la nouvelle législation répressive - émeuvent même l'ONU. Le prochain budget organise un transfert de la charge fiscale des entreprises vers les particuliers. Pour financer les cadeaux aux riches le pouvoir rogne sur les dépenses de l'Etat. Les deux postes budgétaires sur lesquels vont être faites des économies massives sont significatifs : le logement et l'emploi avec la suppression de milliers d'emplois aidés, la baisse des APL alors que le coût des loyers, des transports et même les frais d'inscription en Fac sont en hausse. Les retraité-es ne sont pas épargné-es avec le gel des pensions, l'augmentation de la CSG et du forfait hospitalier.

TOUS ENSEMBLE POUR GAGNER

Macron ne cesse de répéter : « J'ai été élu sur ce programme. » C'est déjà un mensonge : seuls 18 % des inscrit-es ont voté pour Macron et son programme au premier tour de l'élection présidentielle. De toute façon, les travailleurs et les travailleuses sont attaqués et doivent se défendre. Pour être craint du patronat il faut inverser le rapport des forces et se préparer à un mouvement d'ensemble, à une lutte généralisée qui entraîne tout le monde du travail. Les travailleurs et les travailleuses sont en nombre et à la base de tout. C'est nous qui faisons fonctionner toute la société ; sans nous, aucun bien matériel ne serait produit, aucun service public ne fonctionnerait. Cela nous donne la force de faire ravalier tous ses plans à Macron, le monarque des riches.





DÉTENU-ES POLITIQUES BASQUES (PRESO) MOBILISATION ET NEGOCIATION

D'un côté l'organisation de la journée « Pour la paix » du 9 décembre à Paris s'intensifie et se précise. Cette journée sera précédée par un tour de France des prisons, qui démarrera le 16 novembre avec un départ organisé en bus depuis Bayonne en direction de Mont-de-Marsan, première ville visitée. Une délégation - composée de militant-es, de familles de prisonnier-es politiques basques et d'élu-es - prendra la parole lors d'une conférence de presse devant la prison. Ce rassemblement sera symbolique car les deux militants basques qui y étaient incarcérés sont sortis ces derniers jours, ayant accompli leur peine, après 18 ans derrière les barreaux. Mais, ce sera une façon de revendiquer un rapprochement pour d'autres. Pour l'instant il n'y a pas de réponse de l'administration pénitentiaire pour un rendez-vous avec le directeur de la prison.

De l'autre côté, suite à la rencontre au mois de juillet d'une délégation au ministère de la Justice, divers-es représentant-es d'élus locaux de l'UDI et de L.R., de membres de Bake Bidea, de la LDH et des Artisans de la Paix ont été à nouveau reçu-es le 19 octobre dernier. Selon Bake Bidea, un espace de travail aurait été ouvert entre la délégation et le ministère qui aurait confirmé sa volonté de poursuivre les discussions sur les conditions carcérales des détenu-es. Une prochaine rencontre devrait avoir lieu en novembre. La délégation aurait souhaité que des mesures significatives interviennent avant le 9 décembre, elle aurait également souligné l'urgence d'une poursuite du « processus de paix ».

Un « processus de paix » en réalité inexistant puisque pour l'instant aucun des Etats concernés ne s'est assis à la table des négociations pour participer aux discussions et à sa mise en place. L'on ne peut que constater que la gauche abertzale a fait le choix de taire ses revendications par la mobilisation de rue - entre autres celle de l'amnistie - pour privilégier la prise en main du dossier des preso au travers de tractations avec le gouvernement Macron. Si avancées il y a dans ce dossier, on peut se demander qu'elles seront les contreparties qui seront demandées par les Pouvoirs publics.

Enfin, le 27 octobre dernier, le tribunal de l'application des peines, se référant au nouveau contexte politique au Pays Basque, a décidé d'accéder à la demande de libération conditionnelle de Ion Kepa Parot, la 5^{ème}, qui est emprisonné depuis 28 ans. Suite à cette décision le procureur général de la République s'est empressé de faire appel ! Un signe ? Pour Bagoaz c'est un scandale et une provocation avant la manifestation du 9 décembre.



SOCIAL

REDRESSEMENT JUDICIAIRE CHEZ PLASTIQUE

Pas de bonnes nouvelles ce mois-ci pour les salarié-es de Plastitube, à Bayonne, entreprise spécialisée dans la fabrication de tubes plastiques pour la cosmétologie. Depuis quatre ans elle est devenue une antenne de la CEP (Compagnie d'Études et Plastiques) après décision du tribunal de Bayonne, la société étant en difficulté suite à une baisse des commandes. A l'époque, sur 94 salarié-es, seul-es 47 avaient été gardé-es. Une nouvelle procédure de redressement judiciaire a été mise en place en juillet, alors qu'en 2016 - au vu des difficultés rencontrées par l'entreprise - les salarié-es avaient accepté des baisses de salaires pouvant aller jusqu'à 25 % et de passer à 39 heures. Des mesures qui n'auront bien évidemment pas suffi à freiner la soif de profits des dirigeants. Les salarié-es sont fatalistes et savent qu'ils/elles vont bientôt se retrouver sans emploi. Pour symboliser la mort de l'entreprise, une croix géante a été plantée à l'entrée, entourée de plus petites chacune portant le nom d'un-e employé-e. Totalement écoeuré-es les salarié-es savent que le site, situé à côté d'une sortie de l'A63, sera certainement le fruit de tractations financières lors de sa vente et que la CEP, à l'inverse des salarié-es, se remplira les poches !



L'on peut craindre d'autres plans sociaux comme celui-ci, car ce n'est pas la contestation des centrales syndicales contre les ordonnance Macron, dans la désunion et par des journées d'action éclatée et/ou sectorielles, qui empêcheront les patrons de faire ce qu'ils veulent ! Comme nous l'avons déjà dit seule une grève générale massive et reconductible permettrait de créer un front social vraiment actif qui pourrait peser face au gouvernement. On n'en est pas encore là aujourd'hui, malheureusement.

C
O
P
I
N
A
G
E

Azaroaren 3a Ostirala

Vendredi 3 Novembre

Donibane Lohizuneko Elizan
Eglise de Saint-Jean-de-Luz

20.30 TRIKI




OTXALDE

Pour l'association
SYNDROME DE WOLFRAM

Aintzinetik / Prévente : 10 €
Bottela, Offices Touristes, Pizcan Ascan



**CONTRE MADRID, PARIS, BERLIN ET WASHINGTON****SOLIDARITE AVEC LA CATALOGNE !**

A peine la majorité du Parlement catalan avait-elle voté en faveur de l'indépendance, que la Catalogne est devenue la cible de toutes les capitales du monde occidentale : Paris, Berlin, Londres, Bruxelles et Washington, auxquelles sont venues s'ajouter l'OTAN et l'ONU, ont condamné unanimement la décision en déclarant soutenir sans réserve Mariano Rajoy.

Ce dernier, avec l'aval du Sénat, a aussitôt décrété la dissolution du Parlement et du gouvernement de Catalogne, a annulé l'autonomie et a envoyé sur place des hauts fonctionnaires pour occuper les différents ministères et reprendre les choses en main. Dans la foulée des inculpations et des incarcérations devraient suivre, comme celles déjà effectives des leaders des deux principales organisations nationalistes, Jordi Sanchez (Assemblée nationale catalane) et Jordi Cuxart (Omnium Cultural). De plus Rajoy n'a pas caché son intention de museler la radio et la télévision publiques de la région coupables, à ses yeux, d'une trop grande proximité avec les nationalistes.

Pour notre part, nous avons toujours estimé que l'autodétermination, c'est à dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, était une des libertés démocratiques fondamentales à défendre. Et si la Catalogne veut se séparer de l'Espagne, c'est son droit le plus strict. Et c'est là l'attitude que devraient adopter toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière espagnole, ce qui n'est malheureusement pas le cas. La principale d'entre elles, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), soutient les mesures prises par Rajoy et les deux grandes organisations syndicales, l'UGT et les Commissions ouvrières, adoptent sur le fond une attitude semblable même si, au coup par coup, elles tentent de s'en démarquer à la marge.

C'est pourquoi, sans aucune hésitation, nous sommes du côté de celles et ceux qui, le 1er octobre dernier, affrontaient la police nationale et la guardia civil espagnoles pour aller voter, qui arrêtaient le travail trois jours plus tard en signe de protestation contre les violences policières et qui dans les jours et les semaines qui viennent mettront tout en œuvre pour s'opposer non seulement aux forces de répression mais aussi aux fonctionnaires envoyé-es sur place par Madrid.

Une partie des médias - notamment « Le Monde » à l'échelle nationale et « Sud-Ouest » à celle de la Région - nous explique doctement que lors du référendum du 1er octobre seuls 2,2 millions de personnes s'étaient déplacées pour dire « oui » à l'indépendance et que la majorité parlementaire qui a voté l'indépendance ne représente que 48 % de l'électorat.

Leur conclusion : une « majorité silencieuse » serait hostile à l'indépendance.



Mais le meilleur moyen de le savoir aurait été que le référendum du 1er octobre se déroule dans des conditions normales, éventuellement sous contrôle international. Mais de cela le gouvernement Rajoy ne voulait surtout pas et il s'interdit à l'avenir tout pas dans cette direction. De ce point de vue on peut lui appliquer le vieil adage juridique : « En droit, nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude ».

Il est donc bien difficile de cerner la réalité de cette « majorité silencieuse », sinon au travers de sondages souvent sujets à caution. Ce qui ne revient pas à dire que l'ensemble de la population catalane est derrière les leaders nationalistes. Loin s'en faut.



La classe ouvrière de Catalogne - qu'elle soit ou non d'origine catalane - s'est finalement assez peu mobilisée depuis le début de la crise. Pendant la journée d'« arrêt du pays » du 3 octobre dernier, la plupart des grandes entreprises ont continué à tourner et ce sont surtout les salarié-es des PME et de l'artisanat qui sont allée-s rejoindre dans les manifestations la jeunesse étudiante et lycéenne, les enseignant-es, les professions libérales et autres classes moyennes qui tenaient le pavé. Et le fait que toute une partie de la classe ouvrière - qui peuple les banlieues ouvrières de Barcelone et d'autres grandes villes où le vote nationaliste est le plus faible - ne soit pas elle-même d'origine catalane n'explique pas tout. Nombre de travailleuses et de travailleurs catalan-es pur sucre n'ont guère confiance dans les dirigeant-es nationalistes qui, de la droite à l'extrême gauche (bien que ce soit la droite qui finalement donne le ton), n'évoquent pratiquement jamais les questions qui les touchent au quotidien : la misère, le chômage, les coupes budgétaires, le logement social déplorable, les bas salaires, le travail précaire etc.

Et bien évidemment l'indépendance - voire une future autonomie renforcée - ne résoudre aucune de ces questions. Car elles ne peuvent connaître un début de solution qu'à la condition de s'en prendre aux oppresseurs de tout poil, en Catalogne et dans le reste de l'Espagne. Et, cette tâche, la classe ouvrière d'Andalousie, de Castille, de Galice, d'Estrémadure ou de la région madrilène reste, pour la classe ouvrière de Catalogne, sa meilleure alliée, même si aujourd'hui elle tarde à se faire entendre.



TRUMP MENACE LA CORÉE DU NORD ET L'IRAN : RODOMONTADES ET VISÉES IMPÉRIALISTES

Contesté, malmené même dans son propre camp, ayant dû renoncer à nombre de ses réformes, le président des États-Unis, Donald Trump, ne cesse de gesticuler sur la scène internationale : il menace, insulte et aboie tel un roquet.

Le mois dernier il proclamait qu'il était prêt à réduire en cendres la Corée du Nord et ses 25 millions d'habitants. Quelques temps plus tard, il a affolé à nouveau ses alliés, conseillers et ministres en menaçant de dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015, provoquant un communiqué désapprouvateur de ses partenaires européens. Si ces gesticulations peuvent, au choix, inquiéter ou faire sourire, elles sous-tendent cependant une certaine logique et une certaine stratégie.

Au Moyen-Orient, en vue de l'après Daech, Trump veut consolider la présence et l'influence des États-Unis, battue en brèche ces derniers temps par la Russie qui a réussi à reprendre pied dans la région, d'où elle avait été évincée après l'effondrement de l'URSS, grâce à l'appui militaire qu'elle accorde au président syrien Assad.

Les Russes tentent, par ailleurs, de mettre sur pied une alliance stratégique avec l'Iran et la Turquie, cette dernière devenant un membre de moins en moins sûr de l'Alliance Atlantique (OTAN) dans la région, alors qu'elle en était, jusqu'alors, une des pièces maîtresses.

Pour ce faire Trump veut apparaître comme le fer de lance des puissances sunnites au Moyen-Orient, notamment en renforçant son alliance avec l'Arabie Saoudite, la Jordanie et les monarchies du Golfe. Il peut compter aussi sur le soutien sans faille de l'Égypte et d'Israël, tout aussi inquiets que l'Arabie Saoudite de l'influence grandissante de l'Iran qui est soutenu par l'Irak et par le régime syrien d'Assad et qui, au Yémen, combat les armes à la main les monarchies sunnites

En Extrême Orient le « danger » que le leader nord-coréen Kim Jong Un ferait courir aux États-Unis est de l'ordre du fantasme. L'arsenal nucléaire américain et ses centaines de missiles longue portée sont sans commune mesure avec les bombinettes que fait exploser Kim et avec les quelques missiles balistiques que ses ingénieurs sont parvenus à construire. Mais, derrière la Corée du Nord, c'est en fait la Chine qui est visée, un pays qui concurrence un peu partout les États-Unis. Et là Washington voudrait que ses alliés traditionnels dans la région, la Corée du Sud où ses troupes stationnent depuis plus d'un demi-siècle, et le Japon l'aident à contenir l'influence chinoise et prennent en charge une partie des frais occasionnés par la présence militaire américaine dans la région.



D'où sa tentative d'entraîner le Japon et la Corée du Sud dans cette croisade en tentant aussi de convaincre l'opinion publique de ces pays que la présence américaine est le meilleur garant de leur sécurité.

Enfin il ne faut pas négliger dans tout cela la politique intérieure américaine. En se présentant comme le meilleur rempart contre les

« états voyous » que seraient l'Iran et la Corée du Nord, Trump veut apparaître aux yeux du noyau dur de son électorat, blanc et pauvre, comme le seul capable de barrer la route aux ennemis de l'Amérique.

Dans le même temps il flatte le racisme latent de ses supporters par des gestes symboliques. Ainsi il vient d'annuler la décision de Barak Obama de remplacer le billet de 20 dollars à l'effigie du 7ème président des États-Unis, Andrew Jackson (pro-esclavagiste notoire et responsable de la déportation de nombreuses tribus indiennes) par un autre où aurait figuré Harriet Tubman, combattante et abolitionniste noir qui s'était engagée au côté des Nordistes dans la Guerre de Sécession. Il faut dire que pendant sa campagne électorale il n'avait pas caché son admiration pour Jackson.

Si souvent les propos de Donald Trump peuvent paraître infantiles, absurdes, déplacés, et grossiers aux yeux même de sa propre administration et des milieux financiers qui le soutiennent, tout le monde laisse faire car, au final, le président américain défend, parfois maladroitement mais toujours fidèlement, les intérêts de la première puissance impérialiste mondiale.

CONTRE LEUR MONDE
<https://npa2009.org/souscription>
**NOTRE CAPITAL:
 NOTRE SOLIDARITÉ**
Campagne de soutien financier au NPA

Livre

Sexe et mensonges, La vie sexuelle au Maroc

de Leila Slimani – Editions les Arènes

Leila Slimani est une écrivaine, ancienne journaliste à «Jeune Afrique», lauréate en 2016 du Prix Goncourt pour son livre « Chanson douce ».

Dans « Sexe et mensonges » elle se plonge dans une description détaillée de la vie sexuelle - ou plutôt de la misère sexuelle - de sa terre natale, le Maroc, un pays supposé pratiqué un islam « tolérant ».

Mais cette pseudo-tolérance a des limites plus que restrictives. Dans le royaume chérifien la loi punit et proscrie toute forme de relations sexuelles hors mariage, tout comme l'homosexualité, l'adultère et la prostitution et restreint le droit à l'avortement à quelques cas très rares (incestes, malformations du fœtus...). Ce qui fait que des centaines de personnes croupissent dans les prisons de Casablanca, de Fez ou de Rabat pour des comportements sexuels jugés «déviant».

Au travers d'une quinzaine d'interviews, essentiellement de femmes mais aussi de quelques hommes, de gens ordinaires, de médecin, de sociologue et de militante féministe, émerge peu à peu l'image d'une société qui fait semblant de ne pas voir ce qui se passe dans la réalité, qui feint d'ignorer les comportements sexuels des jeunes (et aussi des moins jeunes) et qui est donc profondément hypocrite. Ainsi fleurissent les cliniques spécialisées dans la reconstitution chirurgicale de la virginité (reconstruction de l'hymen), les centres d'avortements clandestins (600 IVG seraient pratiquées chaque jour), et une police omniprésente qui se laisse acheter pour fermer les yeux sur les étreintes clandestines, poursuit les prostituées des quartiers pauvres mais laisse en paix celles qui roulent en voiture de luxe et habitent des appartements de standing car elles sont protégées en haut lieu. Bref une société, qui derrière une morale qui se veut stricte et rigide, dit en fait à la population : *«Faites ce que vous voulez, mais faites-le en cachette»*.

Quelques semaines avant la publication de ce livre, une vidéo postée sur les réseaux sociaux et montrant une agression sexuelle collective d'une effroyable violence à l'encontre d'une jeune femme dans un bus à Casablanca, avait ému de nombreux Marocains et Marocaines. Là les autorités ne purent faire autrement qu'intervenir mais, dans la pratique, c'est chaque jour que des femmes se font agresser dans les rues, les transports en commun, au travail ou chez elles avec fort peu de chances d'être entendues par la justice lorsqu'elles osent porter plainte. Et, bien souvent, policiers et magistrats (et parfois même leurs propres familles) les rendent responsables du crime qu'elles ont subi.

Tout cela conduit à une frustration généralisée où le simple fait de s'aimer, de manifester ouvertement de la tendresse et de l'attachement envers l'autre devient une gageure qui empoisonne les rapports entre les sexes et freine tout épanouissement personnel.

Après la sortie de son livre, Leila Slimani a été vilipendée par des islamistes de tout poil qui l'ont accusée d'être vendue à l'Occident, de vouloir importer au Maroc une moralité sexuelle héritée de l'ancienne puissance coloniale (la France), voire de faire de la propagande pour la dépravation des mœurs et la prostitution. Elle n'a pu que répondre que la défense des droits de la femme était indissociable de la défense des droits de l'homme et qu'il s'agissait là d'une cause universelle.

Enfin si elle rappelle avec humour les propos de prédicateurs islamistes (affirmant pour l'un que l'islam autorise l'acte sexuel sur un cadavre... à condition que ce cadavre soit celui de l'épouse ou pour l'autre qu'il est interdit aux musulmans de pratiquer la bicyclette au prétexte qu'elle susciterait chez la femme une excitation sexuelle), elle tient à souligner qu'une partie croissante de la population prend conscience de ces problèmes et salue les combats de celles et ceux qui sur place se battent contre cet ordre moral.

